

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant
pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N° 144
26 janvier 2009

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

Dialoguer à l'Elysée ou organiser le combat pour le retrait des contre - réformes : l'alternative du CDFN de la FSU des 20 et 21 Janvier.

Les élus Front Unique ont combattu pour que la FSU se prononce nationalement:

Pour le retrait des contre - réformes

Pour la rupture du dialogue social visant à les faire passer.

Etrange déroulement du CDFN de la FSU en vérité. Alors que le CDFN était réuni, Sarkozy convoquait la direction de la FSU à l'Elysée. Gérard Aschiéri « après avoir consulté quelques copains » -citation exacte – décidait de s'y rendre avec Gilles Moindrot (secrétaire général du SNUIPP) et Frédérique Rollet (secrétaire général du SNES). Le CDFN de la FSU pourtant réuni au moment de la réception de la convocation ne l'apprendra que le lendemain. Le secrétaire général de la FSU craignait- il que le CDFN de la FSU se prononce contre le fait de se rendre à une telle convocation ? Il n'aura pas eu l'heur de donner son avis. Quant aux propos de Sarkozy, d'après Aschiéri lui-même, il s'en est tenu à réaffirmer l'intégralité de ses objectifs, à commencer par les 13500 suppressions de postes.

Ainsi va le « dialogue social », dont, la veille, Sarkozy s'était félicité dans ses vœux aux « partenaires sociaux ». Evidemment, accourir à la convocation de Sarkozy et combattre pour défaire le gouvernement sur l'ensemble de ses contre- réformes sont incompatibles. La motion « action » du CDFN en témoigne. Pas une seule fois n'est formulée l'exigence du retrait des réformes. Mieux même, sur certaines questions, telle la réforme des concours, le secrétariat national de la FSU l'approuve assez ouvertement, et c'est au nom de l'efficacité de sa mise en œuvre qu'elle en demande le report d'un an. Quant à la réforme des lycées, la direction du SNES a annoncé son intention de se précipiter à la commission Descoings, qui après l'échec de la commission Gaudemar, essaie de la remettre en selle sur la base des seize points de convergences signés en Juin par la quasi- totalité des directions syndicales dont celle du SNES.

Le combat des élus Front Unique sur la ligne du retrait des contre- réformes, du refus de participer à la concertation et particulièrement à la commission Descoings ne s'est pas traduit par un vote significatif dans le CDFN. Mais , rappelons- nous : dans des CDFN précédents, le combat pour le retrait de la commission Gaudemar n'a pas eu dans un premier temps plus d'écho...jusqu'à ce que ce que les enseignants eux- mêmes finissent par l'imposer à la direction du SNES. C'est sur un tel mouvement que nous devons tabler. Car il y a contradiction entre la tentative des appareils syndicaux à cadenciser la mobilisation sur le terrain du dialogue social et cette mobilisation elle-même qui cherche à affronter le gouvernement. Le 29 Janvier l'illustrera : ce n'est pas sur le terrain de l'apologie des lois du marché, de la négociation des plans de licenciement – restructuration (qui constituent le contenu de l'appel des directions syndicales) que les travailleurs seront présents.

Cette volonté des travailleurs ne se manifeste que de manière très affaiblie au Conseil National de la FSU où prédomine la volonté de l'appareil syndical de coopérer avec le gouvernement. Elle n'est pas totalement absente pourtant. L'écho de l'intervention du camarade de Front Unique sur la motion Palestine (voir plus bas) en témoigne. Appuyée sur les puissantes manifestations des 3, 10, et 17 Janvier où les manifestants scandaient : « Israël assassin, Sarkozy complice », la motion Front Unique était la seule qui refusait de remettre entre les mains des puissances impérialistes le sort du peuple palestinien, du prétendu« droit international », de l'appel à l'ONU etc. pour fixer l'objectif du boycott de classe d'Israël par le mouvement ouvrier et les syndicats (voir motion et intervention).

Sur ce terrain, comme sur les autres : confrontation avec le gouvernement Sarkozy- Fillon ou réception dans les salons de l'Elysée, telle est l'alternative. Sur l'orientation de l'affrontement nécessaire avec le gouvernement, nous vous invitons à renforcer le courant Front Unique , à vous associer à son combat. Notre réunion nationale du 17 Janvier rassemblant 47 collègues a marqué des progrès importants dans ce sens. Il faut amplifier ces progrès !

Intervention Roland MICHEL débat général 20 Janvier

Il faut revenir sur les conditions dans lesquelles le gouvernement a dû reporter la réforme des lycées. Il s'agit du report et non du retrait certes, puisque Sarkozy dit : « la réforme des lycées se fera ». Mais comme c'est la première fois que le gouvernement est contraint sur une question significative de repousser la réalisation d'un objectif, ce n'est pas anodin.

Comment les choses se sont-elles passées ? La direction du SNES sur la base des réactions des collègues dans les salles des profs est amenée à se retirer de la commission Gaudemar. Ensuite il y a la grève du 20 et surtout la mobilisation lycéenne. En réalité à partir du moment où la concertation est rompue, le gouvernement est nu ; il ne peut plus avancer.

Cette conclusion, le gouvernement l'a lui-même tirée. C'est pourquoi il en appelle immédiatement à une nouvelle concertation en mettant en place la commission Descoings. Descoings, homme présenté comme un homme de « gauche » est bien connu à l'IEP qu'il dirige pour sa gestion des personnels qu'il soumet au harcèlement permanent.

Descoings indique que la concertation reprendra tout à zéro. Enfin, pas tout à fait, puisqu'il annonce que la base de la concertation ce sont les « seize points de convergence » signés par presque toutes les directions syndicales dont celle du SNES. Si pour nous servir la même réforme, le gouvernement s'appuie sur les « seize points de convergence », cela indique assez bien que la première responsabilité de la direction du SNES est de les dénoncer, de se prononcer pour le retrait définitif de la réforme et de boycotter la commission Descoings, d'appeler les collègues à ne pas participer aux journées banalisées organisées par le pouvoir par lesquelles il tente d'associer les collègues à la réforme.

S'agissant des réformes, je suis, par parenthèse, un peu sidéré de l'affirmation de Gérard Aschiéri quant à la réforme des concours : « *Nous ne sommes pas contre, bien au contraire* ». Pour ne prendre que cet aspect, la réforme des concours liquide l'année de professeur stagiaire pour lui substituer des stages dans le cadre de la deuxième année de Master, stages gratuits ou dotés de gratifications –aumônes, les étudiants en master étant conduits à servir de bouche-trous dans les établissements. C'est loin d'être le seul aspect de cette réforme archi- réactionnaire.

Dialogue social pour la mise en œuvre des plans du gouvernement, ou organisation du combat pour le défaire : l'alternative ne se pose pas seulement dans l'enseignement. A cet égard je voudrais revenir sur l'appel au 29 Janvier. Je ne discute pas la participation des travailleurs à la journée du 29. Mais peut-on faire l'apologie comme vient de le faire Gérard Aschiéri du contenu de l'appel au 29 ? Un appel qui commence par une défense inédite des lois du marché. Un appel qui donne aux organisations syndicales le rôle de discuter de la mise en œuvre des plans de restructuration – licenciements dans les différentes branches, proposition immédiatement reprise à son compte par Sarkozy lors de la rencontre avec les dirigeants syndicaux le 13 Janvier. Un appel qui demande à l'Union Européenne de régler les flux de capitaux !

Il y a une autre voie : celle qu'ont ouverte les cheminots de Saint Lazare qui, par leur grève spontanée, ont brisé le carcan du service minimum, carcan dressé contre le droit de grève.

Quant à l'enseignement, la manifestation des 5000 à Saint Lô est riche d'enseignements. D'abord elle montre la nature de ce gouvernement : dans la main gauche le « dialogue social », les « protocoles d'accord », dans la main droite la matraque, la répression, l'Etat policier. Mais il y a un autre enseignement : la disponibilité des enseignants pour combattre ce gouvernement et le défaire.

A cet égard, les directions syndicales, à commencer par celle de la FSU, ont tous les moyens de répondre à cette disponibilité en convoquant avec les autres fédérations de l'enseignement qui le veulent et auxquelles elle doit le proposer, une conférence nationale des délégués d'établissements qui sera en mesure de décider de l'action efficace

Intervention d'Yvon Breda : qu'est ce que la solidarité effective avec le peuple palestinien ?

Dans Le Monde des 18 et 19 janvier, Tzipi Livni, ministre des affaires étrangères du gouvernement israélien et future tête de liste aux élections, commentait ainsi la «trêve unilatérale» à Gaza: «Nous allons garder le doigt sur la gâchette.» C'est sans équivoque.

J'interviens à la tribune du Conseil National pour poser une question: qui viendra au secours du peuple palestinien?

De toute évidence, aucun secours n'est à attendre d'Obama, puisque sa future responsable de la diplomatie, Hillary Clinton, a déclaré devant la commission des affaires étrangères du Congrès: «*le président élu et moi-même comprenons et sommes favorables au désir d'Israël de se défendre dans les circonstances actuelles et de ne plus subir les tirs de roquettes du Hamas. Mais nous connaissons aussi le prix humanitaire des conflits au Proche-Orient et nous sommes peinés par les souffrances des civils palestiniens et israéliens.*» Israël a le «droit» de tuer, mais il est «regrettable» que des gens en meurent!

L'aide aux palestiniens ne viendra pas de l'Union Européenne, qui est partie prenante du blocus de Gaza puisqu'elle a coupé les vivres à l'Autorité Palestinienne et a renforcé, sous la houlette de Sarkozy, son accord d'association avec Israël.

L'aide ne viendra évidemment pas plus de Sarkozy, qui après avoir reçu Tzipi Livni à Paris, comme une princesse, est allé déclarer au Liban que le Hamas était responsable de l'offensive de Tsahal. Pour lui, le peuple palestinien ne devrait même pas avoir le droit de résister au massacre et à la colonisation permanente qu'il subit depuis 1948, face à l'Etat d'Israël, colonial, meurtrier et raciste.

Enfin, le secours ne viendra pas de l'ONU, qui a créé Israël, et dont les résolutions stipulent que l'annexion de 80% des terres palestiniennes est légitime! Quant aux incantations sur le thème du «droit international», tout le monde sait à quoi s'en tenir depuis soixante ans: c'est une mystification.

Tout cela, les dizaines, les centaines de milliers de manifestants des 3, 10 et 17 janvier le savent, puisqu'ils ont scandé: «Israël assassin, Sarkozy complice». Ils ont raison. Alors, qui peut aider le peuple palestinien?

La réponse, on l'a eue en Grèce, où il y a quelques jours des travailleurs et des jeunes ont interdit l'acheminement de milliers de tonnes de munitions vers Israël. On l'a également eue en Norvège, où les syndicats d'employés de commerce ont appelé au retrait des marchandises israéliennes des rayons. Et en France, la CGT Alstom a fait savoir qu'elle exigeait l'arrêt de la construction d'un tramway réservé aux colons israéliens par la compagnie: la question d'un boycott réel de l'Etat d'Israël est posée.

Ceux qui peuvent venir en aide au peuple palestinien, ce sont les organisations syndicales, les partis et les organisations du mouvement ouvrier. La FSU doit s'adresser aux directions CGT et FO pour organiser pratiquement le boycott d'Israël. Pour notre fédération en particulier, la question du boycott scientifique et universitaire d'Israël est posée: au service de la colonisation, la science tue!

Le courant Front Unique propose à la FSU de reprendre cette orientation. Nous nous engagerons dans toute campagne allant dans ce sens.

Note sur la discussion « Palestine »

Il faut souligner l'attitude ahurissante du courant PRSI dans cette discussion. Sans soumettre aucune motion ni n'en voter aucune, un de ses représentants a affirmé à la tribune qu'il « regrettait que l'unité n'ait pu se réaliser sur des mots d'ordre simples : à bas l'intervention israélienne, arrêt des bombardements, retrait des troupes israéliennes, levée du blocus de Gaza. » Comme si, en fait, l'intervention israélienne ne s'était pas arrêtée. Mais nous posons à nos lecteurs une question à laquelle les camarades de PRSI n'ont pas souhaité nous répondre : qui peut lever le blocus de Gaza, à qui s'adressent ces mots d'ordre ? A cette question décisive, nous répondons par la motion que nous portons à la connaissance de nos collègues, l'appel au mouvement ouvrier pour qu'il organise, sur son propre terrain, le boycott de l'Etat d'Israël.

Aux côtés du peuple palestinien, pour l'organisation du boycott de l'Etat d'Israël par le mouvement ouvrier

Le CDFN de la FSU

Considérant que l'offensive criminelle lancée par l'armée israélienne contre la bande de Gaza et sa population constitue un nouvel épisode, particulièrement meurtrier et dévastateur, de la colonisation et du massacre permanent dont le peuple Palestinien fait l'objet depuis soixante ans;

Considérant les ravages atroces causés par l'intervention israélienne contre Gaza et l'aggravation du blocus criminel contre Gaza.

Considérant que l'Etat d'Israël jouit du soutien plein et entier des Etats-Unis et de l'Union européenne, que ce soit sur les plans militaire, économique, commercial, diplomatique, policier et scientifique – ce qu'illustre le renforcement des relations entre l'Union Européenne et Israël sous la houlette de Sarkozy;

Considérant que, alors que la crise du capitalisme tend toute la situation mondiale, cette agression contre Gaza en annonce de futures ;

Considérant enfin la gigantesque mobilisation qui s'est développée dans le monde entier en soutien au peuple palestinien et contre le massacre des Gazaouis;

Déclare:

Qu'il ne saurait être question de remettre le sort du peuple palestinien entre les mains des Bush, Obama, Sarkozy, Mubarak et consorts, ni de l'ONU où aucune résolution ne peut être adoptée sans l'aval des premiers; .../...

Qu'il ne revient ni aux imams, ni à la police d' « encadrer » les initiatives de soutien au peuple palestinien, selon le terme employé par Fillon;

Qu'il revient au mouvement ouvrier de se placer inconditionnellement du côté des opprimés, c'est-à-dire du peuple palestinien;

S'adresse à l'ensemble des organisations syndicales (CGT, FO, UNEF...), des partis et des organisations issus du mouvement ouvrier (PS, PCF...), pour qu'ensemble:

Ils exigent l'arrêt immédiat du massacre à Gaza, la levée du blocus israélo-égyptien;

Ils organisent sans attendre le boycott effectif de l'Etat d'Israël, en particulier dans les transports, les communications, et la collaboration universitaire et scientifique.

Pour : 11 Contre : 56 Abstentions 17 nppv : 21

Intervention d'Olivier Lestang sur la rencontre entre la direction de la FSU et Sarkozy entre les deux jours du Cdfn

Nous apprenons ce matin qu'une rencontre a eu lieu, sans qu'elle ait été décidée par aucune instance de la FSU (sinon « les copains présents » dixit Gérard Aschieri) entre la direction de la fédération et Sarkozy.

Quelle est la signification de cette rencontre ? Sarkozy vient d'inaugurer des vœux aux « partenaires sociaux », qu'il a ouverts en « remerciant les partenaires sociaux pour le travail accompli en 2008 ». Le gouvernement, a-t-il dit, a été « bien heureux de trouver des partenaires sociaux responsables ».

Or, à l'aube d'une année lors de laquelle, Sarkozy l'a aussi dit, le gouvernement compte « accélérer », quel sens a une telle entrevue alors que les « réformes » sont maintenues, alors que les suppressions de postes sont maintenues, alors que la crise du capitalisme va ravager le pays ? De vérifier que le fil du « dialogue social » est solide. Et comme il se trouve que la direction de la FSU n'a pas pu se rendre à St-Lô, du fait de la mobilisation des personnels et des lycéens contre Sarkozy, ce dernier a organisé, informellement, une session de rattrapage. Il a convoqué, il a sifflé, la direction de la FSU et celle-ci, en s'y rendant, lui a signifié que le « dialogue » sur sa politique allait continuer – si toutefois cela dépend d'elle. C'est un feu vert donné au gouvernement dans le dos du Cdfn. C'est inacceptable.

Intervention d'Olivier Lestang pour présenter la motion sur la réforme des lycées

Le report de la réforme des lycées est un événement. C'est un précédent depuis 2007. Ce n'est certes pas le retrait. Mais c'est la première fois que le calendrier gouvernemental est bousculé, qu'une réforme est remise en cause. Il est de la plus haute importance de saisir pourquoi.

Hier Daniel Robien a rappelé que la direction du SNES n'avait jamais rompu les discussions avec le ministère. Hélas, on n'en doutait pas. Mais c'est une tentative d'oblitérer ce fait fondamental que, sous la pression des collègues, la direction du SNES a dû quitter la commission Gaudemar, et même parler de « retrait » de la réforme. Or, c'est là que réside la différence avec les processus qui ont vu toutes les autres « réformes » Sarkozy être mises en œuvre. Et c'est cette rupture des discussions, suffisamment nette pour que Darcos au terme d'une conférence de presse de présentation de la réforme conclue son speech en appelant le SNES à revenir discuter, qui a ouvert la voie au mouvement lycéen. Le verrou du dialogue social n'était pas tiré, la jeunesse a poussé la porte et a commencé de s'engager.

On peut donc affirmer : sans reprise de la concertation, la « réforme » serait enterrée.

C'est à partir de là que la décision doit être prise de boycotter la concertation Descoings. D'ailleurs, il suffit de voir son bilan contre les personnels de l'IEP de Paris pour mesurer à qui on a affaire. Quelques chiffres : il a fait augmenter son salaire de 100% il y a peu. Pour les personnels, ce sont les arrêts maladie qui explosent : +20% rien que l'an passé. Pourquoi ? Parce que les effectifs étudiants ont explosé (+45% en 5 ans) et pas ceux des personnels (+15% sur la même période). C'est pourquoi une intersyndicale s'est constituée à l'automne à Sciences-Po pour dénoncer les conditions de travail des personnels.

Pour Descoings, 0=16. Il dit « repartir de zéro », avant de préciser « sur la base des 16 points de convergence ». C'est donc un nouvel aveu précieux, celui que c'est la concertation qui fournit la base incontournable de toute contre-réforme des lycées. Or ces 16 points ne peuvent pas amener à autre chose qu'une « réforme Darcos »-bis, la modularisation, la baisse des horaires, etc.

Alors la direction du SNES peut porter un coup fatal à la « réforme » : en refusant de participer à la concertation Descoings, en appelant à boycotter les « journées banalisées » de discussion et les « expérimentations » locales que des camarades signalent comme étant déjà en route – le gouvernement ne perd pas de temps, expérimenter la « réforme » signifiant par ailleurs qu'il la connaît déjà. S'y refuser, ce serait remettre la réforme sur les rails, et par là, priver tous les secteurs d'un point d'appui considérable dans la lutte contre le gouvernement Sarkozy-Fillon.

Motion Front Unique pour le retrait définitif de la réforme Darcos des lycées, contre toute participation à la commission Descoings, et aux journées banalisées

Le CDFN de la FSU considère qu'alors que le gouvernement a dû reporter la « réforme » des lycées à la suite au départ du SNES de la commission Gaudemar, nourrissant ainsi la mobilisation de la jeunesse lycéenne en particulier, le même gouvernement annonce sa volonté de faire passer la réforme par la concertation en mettant en place la commission Descoings.

Le CDFN de la FSU constate que Descoings entend faire des « seize points de convergence » de Juin dernier la base de la nouvelle concertation.

En conséquence :

Le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait définitif de la réforme des lycées

Il se prononce contre toute participation à la commission Descoings et invite les syndicats nationaux concernés à dénoncer les seize points de convergence

Il appelle au boycott des journées banalisées visant, sur le modèle du « grand débat sur l'Ecole » qui a conduit à la réforme Fillon, à tenter d'associer les enseignants à cette réforme

Pour : 9 Contre : 60 Abstentions : 23 nppv : 15

Présentation de la motion « retrait de la réforme des concours » - Roland MICHEL

Je n'ai sûrement pas été le seul surpris par la déclaration du secrétariat national de la FSU, reprochant au gouvernement par sa « précipitation » de compromettre « l'efficacité de la réforme de la formation des maîtres ».

Ce qu'on retrouve dans le texte « action » qui nous est soumis par la direction demandant le « report » de cette réforme. Autrement dit la direction se situe sur un terrain de conseiller du gouvernement pour la mise en œuvre efficace, quitte à ce qu'elle soit retardée, de la réforme.

Je repose donc la question : qu'y a-t-il donc, pour vous camarades, de « positif » dans cette réforme ? Ce serait une augmentation de la qualification puisque le concours serait désormais ouvert au niveau Master ! Mais outre le fait qu'en demandant désormais Bac +5, en rallongeant les études on ferme la porte à nombre d'étudiants d'origine populaire, cette « mastérisation » est bien loin de correspondre à une réelle augmentation de la qualification. C'est l'inverse quand on sait qu'il n'y aura plus aucune formation disciplinaire après la licence, que les épreuves disciplinaires sont remplacées par des épreuves de formatage idéologique, que l'on fait entrer dans les jurys des représentants du patronat et du gouvernement.

Ajoutons à cela la liquidation des IUFM et la suppression de l'année de stage, les étudiants en deuxième année de Master étant invités à effectuer des stages en responsabilité pour... 3000 euros par ans. Ils serviront de bouches-trou dans les établissements, où ils seront surexploités...

Non, il n'y a rien de positif dans cette réforme archi réactionnaire. Appréciation portée par de nombreuses assemblées générales rassemblant enseignants et étudiants dans les universités.

Tout est dans les mains des directions syndicales : qu'elles se prononcent pour le retrait de cette réforme réactionnaire ! Et pour l'obtenir, la direction de la FSU et du SNESup disposent de l'arme absolue. Il lui suffit d'appeler nationalement au boycott des maquettes de masters. Sans ces maquettes, la réforme ne peut se mettre en place. C'est ce que propose la motion Front Unique.

Motion Front Unique pour le retrait de la « réforme » des concours en défense de la qualification et du statut des enseignants, pour le boycott national des maquettes visant à mettre en œuvre la réforme

La réforme des concours du gouvernement est une réforme réactionnaire : en installant patrons et représentants du gouvernement dans les jurys, en liquidant la formation disciplinaire au profit d'une mise en conformité idéologique des enseignants, en préparant la régionalisation des concours, en liquidant les IUFM la réforme des concours constitue une attaque de la plus grande gravité contre la qualification des enseignants. De plus en liquidant l'année de stage, en lui substituant en Master 2 des stages surexploités où les étudiants serviront de bouche-trous, la réforme permet au gouvernement de supprimer des milliers de postes.

En conséquence, le CDFN de la FSU se prononce pour le retrait de la réforme des concours. Il se prononce et appelle au boycott national des maquettes des masters de la réforme, sans lesquelles elle ne peut se mettre en place

Pour : 9 Contre 58 Abstentions : 19 nppv : 23

Intervention de Yves Ankaoua au CDFN de la FSU le 21 janvier 2009

Il est indiqué dans le projet de texte Action que la mobilisation des personnels aurait permis d'obtenir des modifications concernant la suppression de postes de Rased. En réalité, ce qui est essentiel dans le premier degré, c'est que le gouvernement maintient la suppression de 6000 postes alors que sont attendus 15 600 élèves supplémentaires. Darcos se contente en fait de proposer une modification de la répartition des postes supprimés et en aucun cas de leur nombre. Une suppression moindre des postes de Rased devant être intégralement compensée par des fermetures accrues de classes et des suppressions plus nombreuses de postes de remplaçants.

Dans tout le pays, on assiste à une vaste mobilisation des enseignants, des parents et des lycéens contre les réformes du gouvernement, pour en obtenir le retrait. La direction de la Fsu qui refuse de centraliser cette exigence ne pourra pas convaincre les enseignants, les parents ou les lycéens que les réformes destructrices du gouvernement, par la concertation et un calendrier d'application plus étalé, pourraient se transformer en réformes bénéfiques.

Non, la responsabilité de la Fsu est de permettre de centraliser rapidement le combat des personnels de l'enseignement public en convoquant avec les autres fédérations une conférence nationale des délégués élus dans les établissements et les assemblées de secteur. Une telle conférence pourrait prendre en charge efficacement le combat pour imposer le retrait des contre-réformes gouvernementales.

Tel est le sens de la motion que le courant Front unique soumet au vote

Motion pour que la FSU convoque la conférence nationale des délégués d'établissements

Pour faire face, combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Darcos, pour rassembler la force des personnels, la responsabilité de la FSU c'est de convoquer au plus vite, dans l'unité, une conférence nationale de délégués élus dans les établissements et les secteurs.

L'aspiration à combattre le gouvernement Sarkozy-Fillon et sa politique, pour en finir avec les « contre-réformes » est patente dans la population laborieuse et la jeunesse.

En témoignent les manifestations lycéennes, dont les participants ne sont pas dupes de la manœuvre du « report » de la réforme des lycées, les grévistes enseignants de l'automne dernier et ceux qui s'annoncent pour le 29 janvier .

La responsabilité de la direction de la FSU et de ses syndicats nationaux, face à ce gouvernement qui déverse des dizaines de milliards d'euros pour les banques et les grands groupes capitalistes, c'est de permettre à cette volonté de combat de s'exprimer, d'aboutir, dans la perspective d'infliger une défaite au gouvernement Sarkozy-Fillon.

A cette fin, aujourd'hui, le CDFN s'adresse aux autres fédérations de l'éducation (CGT, FO, ...) pour qu'ensemble ils convoquent et organisent une conférence nationale de délégués élus et mandatés dans les établissements ou les assemblées de secteur, conférence qui aura toute légitimité et force pour décider des actions nécessaires pour arracher le retrait, l'abandon des contre-réformes gouvernementales.

Pour 5 Contre 74 abstentions 9 nppv 21

Pour information : le bilan financier de la réunion nationale du courant Front Unique du 17 Janvier

Frais déplacement : 1330,82 euros Participation et soutien reçus : 750 euros. Participation déduite (camarades ayant directement déduit de leur note de frais leur participation) : 513, 10 euros Remboursement par l'association FU : 817,72 Déficit à ce jour : 67 euros 27 Soutien attendu (engagements de camarades) : 60 euros Resté à charge de l'association Front Unique : 7,27 euros

Je souhaite m'abonner à la **Lettre de liaison**

Nom:.....

Adresse:.....

Joindre un chèque de 10 euros pour un an d'abonnement à l'ordre de « Front Unique » et envoyer à l'adresse suivante:

Front Unique, 11, rue Michalias, 63000 Clermont-Fd.

www.frontunique.com

email : mel@frontunique.com